

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Cité administrative  
Rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 17/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TotalEnergies EP France**

**Site « Rousse 1 » commune de Jurançon**

Références : DREAL/2024D/9811

Code AIOT : 0005208749

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 du site « Rousse 1 », implanté sur la commune de Jurançon (64110) et exploité par la société TotalEnergies EP France. L'inspection a été annoncée le 04/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TotalEnergies EP France
- Puits de Rousse 1 - 64 110 Jurançon
- Code AIOT : 0005208749
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TotalEnergies EP France (anciennement Total E&P France) a exploité jusqu'en 2013 la concession de mine d'hydrocarbures dite « Concession de Meillon ». Plusieurs sites d'exploitation de la concession comportaient des installations de surface relevant de la réglementation des ICPE. C'est le cas pour le site correspondant au puits « Rousse 1 » implanté sur la commune de Jurançon. Le diagnostic environnemental du site réalisé après le bouchage du puits et le démantèlement des installations de surface a relevé des impacts dans les sols. Aussi, la société TotalEnergies EP France a remis un plan de gestion en janvier 2023 pour traiter ces pollutions et rendre compatible le site pour les usages futurs envisagés. Par arrêté préfectoral en date du 09/08/2023, Monsieur le Préfet a pris acte des travaux prévus par l'exploitant et a prescrit des mesures complémentaires concernant les travaux de réhabilitation du site. Le présent rapport rend compte des constats établis à partir du mémoire de fin de travaux transmis par l'exploitant et de la visite réalisée sur le site.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués – réhabilitation du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réhabilitation des terrains d'emprise du puits RSE1	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2	Sans objet
2	Démantèlement des installations et ouvrages	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.1	Sans objet
3	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.1	Sans objet
4	Démantèlement des bourniers	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.1	Sans objet
5	Contrôles complémentaires des sols après démantèlement	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.2	Sans objet
6	Matériaux impactés par des hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.3.1	Sans objet
7	Matériaux impactés par des métaux	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.3.2	Sans objet
8	Gestion des matériaux excavés	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.3.3	Sans objet
9	Gestion des sols impactés par des substances radioactives d'origine naturel	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.4	Sans objet
10	Comblement des fouilles	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.5	Sans objet
11	Gestion des eaux de fond de fouille et des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de réhabilitations du site ont été réalisés conformément au dossier remis par l'exploitant (plan de gestion) et conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09/08/2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1: Réhabilitation des terrains d'emprise du puits RSE1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réhabilite les terrains d'emprise du puits RSE1 pour un usage futur compatible avec la vocation des zones au sens des règles d'urbanisme en vigueur sur la commune de Jurançon à la date de publication du présent arrêté. Les travaux sont réalisés dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les travaux de réhabilitation du site RSE1 se sont déroulés du 03 mai au 27 octobre 2023 dans le but de rendre les terrains compatibles avec un usage futur de type agricole (cultures non maraîchères et/ou élevage d'une part, et culture de la vigne d'autre part). L'analyse des risques résiduels (ARR), jointe au mémoire de fin de travaux, a été réalisée pour vérifier que les concentrations résiduelles contenues dans les sols sont bien compatibles du point de vue sanitaire avec ces usages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Démantèlement des installations et ouvrages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et ouvrages encore présents sur les terrains d'emprise du puits RSE1 sont démantelés, de même que les canalisations et réseaux enterrés présents au droit du site. [...]
<b>Constats :</b> Les installations et ouvrages liés à l'exploitation du puits Rousse 1 ont été démantelés à l'exception des canalisations inter-sites. Les travaux d'abandon de ces canalisations seront réalisés dans un second temps, en accord avec les services de la DREAL. À cet effet, une zone de 3 700 m <sup>2</sup> , a été réservée sur la partie Est du site pour réaliser les travaux. Lors de la visite, il a été constaté que des grilles de protection étaient absentes sur les regards d'évacuation des eaux pluviales du site, au niveau du parking situé à l'entrée du site et en bordure de voiries. Les représentants de la société Retia devaient prendre les dispositions pour remettre en place les grilles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant rend compte de la mise en place des grilles de protection sur les regards du réseau d'évacuation des eaux pluviales du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les déchets générés par les travaux de démantèlement sont éliminés dans des filières dûment autorisées. [...]

<b>Constats :</b> L'ensemble des déchets issus des travaux de réhabilitation a été évacué en filières agréées pour la nature des déchets concernés. Un état récapitulatif des déchets évacués du site est fourni au mémoire de fin de travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Démantèlement des bourniers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les eaux des bourniers 1 et 2 sont gérées dans le respect des dispositions de l'article 2.6. Les sédiments impactés contenus dans le bournier 1 sont éliminés dans une installation dûment autorisée. Les sédiments contenus dans le bournier 2 doivent être caractérisés et être gérés selon les dispositions prévues à l'article 2.3.
<b>Constats :</b> Les eaux des bourniers ont été traitées dans le respect de l'article 2.6 de l'arrêté et rejetées au milieu. Les sédiments contenus dans les bourniers n°1 et 2 ont été transférés dans des filières traitement autorisées. Les sédiments du bournier n°1 (105,70 t) ont été évacués sur le site de Séché Eco Industries à Lacq, les sédiments du bournier n°2 (121,78 t) ont été évacués sur le site de Solvalor au Teich.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Contrôles complémentaires des sols après démantèlement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise des contrôles complémentaires des sols après démantèlement complet des installations et ouvrages de surface encore présents sur les terrains d'emprise du puits RSE1. Des analyses des terrains sous-jacents sont notamment réalisées sur des échantillons de sols prélevés au droit des emplacements des bourniers 1 et 2 et des anciennes dalles béton, dont la dalle présente sous les cuves de fuel. [...]
<b>Constats :</b> Des analyses de sols ont été réalisées après les travaux de démantèlement, au droit des emplacements suivants : bourniers 1 et 2, la tête de puits, les cuves de fuel, le caniveau technique, les décanteurs et puisards. Les teneurs mesurées en hydrocarbures et en métaux sont inférieures aux seuils visés à l'article 2.3 hormis pour un sondage réalisé sous les décanteurs qui présente une concentration en plomb très légèrement supérieure au seuil : 90,1 mg/kg VS 90 mg/kg. Toutefois, les matériaux concernés sont situés en profondeur et ne sont pas lixiviables, ils peuvent donc rester en place selon l'article 2.3.3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Matériaux impactés par des hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux présentant des concentrations en hydrocarbures C <sub>5</sub> -C <sub>40</sub> supérieures ou égales à 4 000 mg/kg sont excavés. Des analyses libératoires sont réalisées selon les normes en vigueur sur des échantillons de sols prélevés en fond de fouilles et sur les parois des excavations afin de s'assurer que les concentrations résiduelles moyennes en HCT sont, après excavation, inférieures à 4 000 mg/kg. [...]
<b>Constats :</b> Les zones contenant des matériaux présentant des concentrations en hydrocarbures supérieures ou égales à 4 000 mg/kg ont été excavées. Les matériaux impactés ont été évacués en filières autorisées. Pour ce qui concerne les terres stockées sur site, qui avaient été excavées lors de précédents travaux et qui présentaient en 2013 des teneurs en HCT > 4 000 mg/kg, l'exploitant indiquait qu'elles ont pu être réutilisées en remblai du fait que les teneurs en HCT sont passées sous le seuil des 4 000 mg/kg (atténuation naturelle). Cependant, le dossier remis par l'exploitant ne mentionne pas clairement ce point et ne précise pas quels sont les résultats d'analyses fournis au dossier qui justifient que ces terres respectaient les critères de l'article 2.5 relatif aux matériaux utilisés pour le comblement des fouilles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet sous un mois à l'Inspection les résultats des analyses justifiant que les terres excavées avant les travaux de réhabilitation, qui ont été réutilisées en remblai, sont passées sous le seuil des 4 000 mg/kg en HCT.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Matériaux impactés par des métaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, articles 2.3.2 et 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> art. 2.3.2 Les matériaux présentant des concentrations en métaux supérieures aux valeurs ci-après, correspondant à la borne haute des anomalies modérées du référentiel Aspitet, doivent faire l'objet de mesures de gestion. [...]  art. 2.3.3 [...] Le maintien sur site des matériaux impactés par des métaux sous une couche de terres non impactées, tel que proposé au dossier de déclaration d'arrêt définitif des travaux, est autorisé aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la concentration en hydrocarbures C<sub>5</sub>-C<sub>40</sub> est inférieure à 4 000 mg/kg,</li><li>- les matériaux ne sont pas lixiviables (les valeurs de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux installations de stockage de déchets inertes seront prises en référence),</li><li>- le recouvrement des matériaux est réalisé par une couche de terres non impactées d'au moins 50 cm d'épaisseur,</li></ul> [...].

<b>Constats :</b> Des excavations ont également été réalisées pour que les matériaux présentant des anomalies en métaux respectent les dispositions de l'article 2.3.3. À noter qu'une teneur résiduelle en zinc (370 mg/kg) mesurée dans la fouille A8 sera traitée lors des travaux d'abandon des canalisations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant justifiera, à l'issue des travaux d'abandon des canalisations inter-sites, que l'anomalie en zinc relevée dans la fouille A8 a bien été traitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Entreposage des matériaux excavés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'entreposage temporaire sur site, avant traitement ou évacuation des matériaux impactés, doit être réalisé dans des conditions offrant toute garantie de protection de l'environnement et de prévention des pollutions accidentelles. Les mesures sont prises notamment pour éviter les envols de poussières et le contact des matériaux pollués avec les eaux de pluie. Les aires de stockages temporaires sont étanches et conçues pour récupérer les eaux de ruissellement. [...]
<b>Constats :</b> Une aire de stockage étanche a été créée lors des travaux afin de contenir les terres polluées le temps de leur évacuation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Gestion des sols impactés par des substances radioactives d'origine naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de découverte de sols impactés par des substances radioactives d'origine naturelle, ces sols sont gérés conformément au décret 2018-434 du 4 juin 2018 [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu de sols radiologiquement impactés découverts lors des travaux. Un contrôle radiologique des sols a été réalisé à l'issue des travaux et aucune anomalie n'a été identifiée, les mesures étant comparables au bruit de fond.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10: Comblement des fouilles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones excavées sont comblées avec des matériaux compatibles avec l'usage retenu. Le volume de matériaux utilisé est limité au volume nécessaire pour ne pas créer de rehausse par rapport au terrain naturel.

<p>Ces matériaux peuvent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des matériaux d'apports naturels extérieurs au site (matériaux de carrière, terre végétale...),</li> <li>- des matériaux issus du site provenant de zones non impactées,</li> <li>- des matériaux issus du site provenant de zones impactées à la condition qu'ils respectent les exigences définies à l'article 2.3 du présent arrêté,</li> <li>- des matériaux issus de zones non impactées des anciens puits TotalEnergies EP France aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les matériaux sont exempts de traces de pollutions organiques,</li> <li>▪ pour ce qui concerne les éléments traces métalliques, les teneurs mesurées respectent les valeurs seuils de niveau 1 du « <i>Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans des projets d'aménagement</i> » d'avril 2020.</li> </ul> </li> </ul> <p>[...]</p>	
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les matériaux utilisés pour combler les zones excavées et pour le reprofilage du site sont uniquement des matériaux issus des excavations et des stockages présents sur le site avant le commencement des travaux et identifiés comme conformes à l'arrêté préfectoral.</p> <p>Des cartographies permettent de tracer et localiser les matériaux utilisés pour le remblaiement.</p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>	

#### N° 11: Gestion des eaux de fond de fouille et des eaux de surface

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2023, article 2.6</p>	
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation des terrains</p>	
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place, pendant toute la durée des travaux, un traitement approprié des eaux lors des travaux de réhabilitation des terrains [...]</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance de ces rejets aqueux dans le milieu superficiel (débit, volume, concentration des principaux polluants...) afin de s'assurer de l'efficacité du traitement mis en place. Une synthèse de cette surveillance est versée au mémoire de fin de travaux visé à l'article 4.</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle des eaux et des sédiments du fossé récepteur est réalisé après les travaux. Les résultats de ce contrôle sont versés au mémoire de fin de travaux visé à l'article 4.</p>	
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une unité a été installée afin de pomper et traiter les eaux contenues dans les borbiers 1 et 2 ainsi que les eaux météorites accumulées dans les zones excavées.</p> <p>Au total, 1 712 m<sup>3</sup> d'eau ont été traités par cette unité. Une surveillance de la qualité des eaux rejetées a été réalisée, le programme analytique a porté sur les paramètres suivants : MES, HCT, pH, As, Cd, Cr, Cu, Ni, Zn et Pb. Les concentrations mesurées sont conformes aux seuils fixés dans l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'à émissions de toute nature, applicable aux ICPE soumises à autorisation.</p> <p>Les eaux traitées ont été rejetées dans un fossé situé à proximité du site.</p> <p>Les analyses des sédiments du fossé après travaux n'ont pas révélé d'impact du milieu récepteur.</p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>	